Les crédits

M. Brewin: Monsieur le Président, le fait est que le système américain est un fouillis total et que beaucoup d'employeurs ne sont pas tenus de contribuer à un régime d'assurance-maladie aux États-Unis.

À cause de l'Accord de libre-échange, nos entreprises et nos travailleurs sont souvent obligés de concurrencer des entreprises américaines qui n'ont pas ce genre de frais. C'est évident que le gouvernement le savait quand il a signé l'accord et, pourtant, il a imposé ce handicap à l'économie canadienne.

C'est l'un des éléments de pression que doit maintenant subir notre régime d'assurance-maladie. La terrible récession que nous traversons actuellement est aussi un produit du libre-échange. Les emplois disparaissent les uns après les autres, et les recettes publiques, surtout dans les provinces centrales, sont pratiquement en chute libre.

L'Accord de libre-échange y est pour quelque chose, mais ce n'est pas le seul facteur. D'autres éléments ont joué également dont, à coup sûr, les plus récentes politiques économiques du gouvernement. Les taux d'intérêt élevés, la TPS et tout cela a mis le pays entier dans une position peu enviable. Nous le savons tous. La population le sait, et je ne crois pas qu'on doive chercher plus loin pour comprendre pourquoi notre régime d'assurance-maladie est dans un tel état de crise.

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, lorsqu'il est intervenu pendant la période des questions et observations, le député de Victoria a parlé de M. Paul Martin.

Je voudrais simplement souligner que M. Martin est un illustre député et un Canadien qui proclame son amour véritable pour le pays. Dans ses livres dont je recommande la lecture au député, M. Martin dépeint notre pays comme une terre qui fait la partie belle à la justice sociale.

Je suis heureux aujourd'hui que, pour la première fois—je suis revenu à la charge à maintes reprises, mais sans grand succès jusqu'ici—, par le truchement du député de Victoria, le Nouveau Parti démocrate reconnaisse que c'est le Parti libéral du Canada qui a eu l'idée du régime d'assurance-maladie, en 1919.

Comme un être humain, ce système a d'abord germé sous la forme d'une idée. De là, le Parti libéral du Canada a réalisé le système de soins de santé que nous connaissons tous.

En 1984, nous avons continué de le soutenir et, l'an dernier, le 19 mars 1991, nous avons présenté une motion pour renouveler notre engagement envers le régime d'assurance-maladie. Je suis très heureux que, pour la première fois, le Nouveau Parti démocrate ait reconnu

que c'était le Parti libéral du Canada qui avait conçu ce système, l'avait réalisé et avait continué de le soutenir, ce que nous continuerons de faire d'ailleurs.

• (1720)

M. Brewin: Monsieur le Président, le député de Winnipeg-Nord a la mémoire un peu courte à ce sujet. Le fait est qu'il a fallu forcer la main du Parti libéral et que celui-ci n'a jamais tenu les promesses qu'il répétait à chaque élection à ce propos.

Toutefois, je sais gré à mon collègue de la conviction qu'il voue au régime d'assurance-maladie. Malheureusement, il n'est pas dans le bon parti. Il a su très bien exprimer l'attitude de M. McKenna à propos des frais d'utilisation et des frais modérateurs. Dans un article paru dans *The Globe and Mail*, il a dit qu'on s'était livré à «une petite opération de lavage de cerveau» pour créer un mouvement en faveur des frais modérateurs. Je suis atterré rien qu'à y penser. Il est évident que la tension s'accroît. Je crains que cela ne devienne une tendance. Pourtant, toutes les études menées au Canada laissent entendre que nous ne devrions pas adopter des frais modérateurs pour les soins de santé. Cela toucherait les plus pauvres et les plus démunis. Les coûts d'administration seraient énormes et cela porterait un coup sévère à l'efficacité ainsi qu'à l'équité du système de santé.

Le député le sait. Malheureusement, son parti ne l'entend pas de cette oreille, car ce n'est pas sur lui que l'on peut s'en remettre pour défendre l'universalité du système de soins de santé.

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, comme beaucoup l'ont affirmé ici aujourd'hui, les temps sont très durs dans tout le pays. Les hôpitaux mettent du personnel à pied et ferment des lits. Au moment même où le programme des soins de santé traverse une crise financière, le Nouveau Parti démocratique de la Colombie-Britannique court-circuite les conseils d'administration démocratiquement élus des hôpitaux et ordonne à ces derniers de pratiquer des avortements. Voilà ce qu'il fait. La vaste majorité de ces opérations ne sont pas justifiées au plan médical. Le gouvernement ontarien baigne dans la même idéologie.

Comment le député de Victoria peut-il justifier pareille pratique alors qu'il y a des listes d'attente pour des traitements médicaux vitaux?

M. Brewin: Monsieur le Président, je remercie le député de me fournir ici l'occasion de dire à quel point je suis fier de la décision qu'a prise le gouvernement britannico-colombien par l'entremise de sa ministre de la Santé, l'honorable Elizabeth Cull, qui représente, au provincial, la circonscription que je représente ici et qui a eu le courage d'offrir aux femmes de la Colombie-Britannique, et en particulier des régions de l'intérieur, l'accès à des services médicaux à cet égard. Je suis très